

Maître d'ouvrage
UGECAM PACA CORSE

Réhabilitation du centre de Soins de Suite et de
Réadaptation Centre Hélios Marin de Vallauris (06)

MARCHE DE PRESTATIONS DE SERVICES

CONSULTATION ASSURANCE CONSTRUCTION

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Appel d'Offres Ouvert (défini selon les articles L-2124-1 et L2124-2 de l'ordonnance 2018-1074 du 26 Novembre 2018 (partie législative de la CP) et selon les articles R-2124-1, R-2124-2, R-2161-1 à 5 du Décret n° 2018-1075 du 3 Décembre 2018 portant partie réglementaire de la Commande publique)

Version 2

Maître d'ouvrage

UGECAM PACA CORSE
42 Boulevard de la Gaye
13406 Marseille



Assistant au maître d'ouvrage

A2MO Rennes
Tour ALMA – Bât. B
5 rue du Bosphore
35200 - RENNES
02 22 91 04 31



MARCHE PUBLIC D'ASSURANCES CONSTRUCTION

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Maître d'ouvrage

UGECAM PACA CORSE
42 Boulevard de la Gaye
13406 Marseille

Objet du marché

Prestations nécessaires à la souscription d'une assurance Dommages Ouvrage et d'une Assurance Tous Risques Chantier dans le cadre de l'opération de Réhabilitation du centre de Soins de Suite et de Réadaptation Centre Hélios Marin de Vallauris

Assistant Maître d'Ouvrage

A2MO
5 Rue du Bosphore
35200 RENNES
Représentée par M. Christophe DELEUZE, en qualité de référent assurances construction
Tél : 06 69 29 86 54 - c.deleuze@a2mo.fr

Maître d'œuvre

CARTA ASSOCIES
20 rue Saint Jacques
13006 MARSEILLE
f.duffes@carta-associes.com

TABLE DES MATIERES

1	OBJET - INTERVENANTS	4
1.1	Objet du marché.....	4
1.2	Décomposition par lot des marchés d'assurances	4
1.3	Allotissement des marchés de travaux	4
1.4	Les intervenants	5
1.4.1	Maître d'ouvrage.....	5
1.4.2	Assistant Maître d'Ouvrage.....	5
1.4.3	Maîtrise d'œuvre.....	5
1.4.4	Coordination du Système de Sécurité Incendie (CSSI)	6
1.4.5	Titulaire.....	6
1.4.6	Désignation de sous-traitants en cours de marché.....	6
1.4.7	Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS).....	7
1.4.8	Contrôle technique.....	7
1.4.9	Ordonnancement, pilotage et coordination de chantier.....	9
1.5	Procédure de consultation et délai de notification	9
2	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	9
2.1	Pièces particulières	9
2.2	Pièces générales.....	10
2.3	Clause de préférence	10
3	PRIX ET MODE DE REGLEMENT DES COMPTES	10
3.1	Taxes d'assurances	10
3.2	Modalités de paiement des primes et des avenants	10
3.3	Délais de paiements des acomptes et du solde	11
3.4	Répartition des paiements	11
3.5	Variation dans les prix.....	11
3.5.1	Mois d'établissement des prix du marché.....	11
3.5.2	Prix fermes	11
3.5.3	Modalités de variations des prix.....	11
3.6	Avance	12
3.7	Tranche(s) optionnelle(s)	12
4	DÉLAI(S) D'EXECUTION	12
4.1	Délai d'exécution des travaux et des assurances	12
4.2	Prolongation de(s) délai(s) d'exécution	12
4.2.1	Prolongation du délai de l'assurance dommages ouvrage	12
4.2.2	Prolongation du délai de l'assurance TRC	12
4.2.3	Prolongation du délai de l'assurance RCMO (PSE 1 du Lot 2)	13
5	RENONCIATION DE L'ASSUREUR	13
5.1	Renonciation à recours	13
5.2	Renonciation à la règle proportionnelle	13
6	RESILIATION	13
7	DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER	14
8	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	14

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

1 OBJET - INTERVENANTS

1.1 Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières concernent l'ensemble des prestations nécessaires à la souscription d'une assurance dommages ouvrage et d'une assurance tous risques chantier dans le cadre de l'opération de Réhabilitation du centre de Soins de Suite et de Réadaptation Centre Hélios Marin de Vallauris.

Lieu d'exécution des prestations (situation du risque) : Vallauris (06)

1.2 Décomposition par lot des marchés d'assurances

Le marché d'assurance est divisé en deux lots (au sens des articles R-2113-1 à 3 du Décret n°2018-1075 du 03 Décembre 2018 portant partie réglementaire de la commande publique).

Désignation	Code CPV
LOT 01 - ASSURANCE DOMMAGES OUVRAGE	CPV 66515000-3
LOT 02 - ASSURANCE TOUS RISQUES CHANTIER	CPV 66513200-1

Les Prestations Supplémentaires Obligatoires incluses à la présente consultation sont les suivantes :

- PSE n°1 au lot n°1 Dommages Ouvrage : Souscription d'une couverture Contrat Collectif de Responsabilité Décennale
- PSE n°1 au lot n°2 Tous Risques Chantier : Souscription d'une assurance Responsabilité Civile du Maître d'Ouvrage
- PSE n°2 au lot n°2 Tous Risques Chantier : Souscription d'une Garantie Maintenance visite

1.3 Allotissement des marchés de travaux

N°	Désignation des lots
01-02-03	LOT 01 – CURAGE / DEMOLITION LOT 02 – DESAMIANTEMENT / DEPLOMBAGE LOT 03 – GROS-ŒUVRE
04	LOT 04 – ETANCHEITE
05	LOT 05 – RAVALEMENT DE FACADES
06	LOT 06 – MENUISERIES EXTERIEURES
07	LOT 07 – SERRURERIE
08	LOT 08 – REVETEMENTS DE SOLS DURS ET FAÏENCES
09	LOT 09 – REVETEMENTS DE SOLS SOUPLES
10	LOT 10 – MENUISERIES INTERIEURES
11	LOT 11 – AGENCEMENT – MOBILIER – SIGNALÉTIQUE
12	LOT 12 – CLOISONS – DOUBLAGES – FAUX PLAFONDS
13	LOT 13 – PEINTURE ET NETTOYAGES
14	LOT 14 – TRANSPORTS PATIENTS
15	LOT 15 – APPAREILS ELEVATEURS
16	LOT 16 CVC / PB
17	LOT 17 – CFO CFA SSI
18	LOT 18 – VRD & Espaces verts

1.4 Les intervenants

Dans le cadre de l'exécution du marché, les intervenants sont :

1.4.1 Maître d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage est :

UGECAM PACA CORSE

42 Boulevard de la Gaye
13406 MARSEILLE

1.4.2 Assistant Maitre d'Ouvrage

Pour la consultation des marchés d'assurances construction :

A2MO Rennes

5 rue du Bosphore - 35200 RENNES

Représentée par M. Christophe DELEUZE, en qualité de Référent assurances construction

Tél : 06 46 90 16 79 - Mail : c.deleuze@a2mo.fr

Pour le suivi de l'opération :

A2MO Sud-Est

10 Place de la Joliette

Les Docks – Atrium 10.6 CS 13543

13 567 MARSEILLE Cedex 02

Représentée par :

M. Sylvain GAY-PEILLER, en qualité de Responsable d'Agence

Tél : 07 61 49 98 30 - Mail : s.gay-peiller@a2mo.fr

1.4.3 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est confiée à une équipe constituée de :

Cotraitant 1 – Architecte Mandataire :

CARTA ASSOCIES

20 rue Saint Jacques

13006 MARSEILLE

Tél : 04 96 102 900

Cotraitant 2 – Bureau d'étude Technique :

INGEROP Conseil & Ingénierie

Marina Airport – Bâtiment C

866 RD 6007 – BP 113

06271 VILLENEUVE-LOUBET CEDEX

Tél : 04 92 13 32 10

La mission confiée à l'équipe retenue est une **mission de base + missions complémentaires** au sens du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Éléments de mission de base :

ESQ-DIAG	Esquisse & Diagnostic
APS	Avant-projet sommaire
APD	Avant-projet détaillé
PRO-DCE	Études de projet / Dossier de consultation des entreprises
ACT	Assistance pour la passation des contrats de travaux
VISA	Visa des études réalisées par les entreprises titulaires
DET	Direction de l'exécution des travaux
AOR/GPA	Assistance lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement

Éléments de missions complémentaires confiées à la maîtrise d'œuvre :

QUANT	Quantitatifs
OPC	Ordonnancement, Pilotage et Coordination
SSI	Coordination du Système de Sécurité Incendie

1.4.4 Coordination du Système de Sécurité Incendie (CSSI)

La Coordination SSI est assurée par la maîtrise d'œuvre et plus particulièrement par le bureau d'études :

INGEROP Conseil & Ingénierie
Marina Airport – Bâtiment C
866 RD 6007 – BP 113
06271 VILLENEUVE-LOUBET CEDEX
Tél : 04 92 13 32 10

1.4.5 Titulaire

Le titulaire est identifié à l'acte d'engagement.

Le titulaire doit désigner dès la notification du marché, conformément au CCAG Fournitures courantes et services, une personne physique habilitée à le représenter pour l'exécution du marché. Tout changement dans l'identité de ce représentant, de même que toute notification d'un représentant supplémentaire, doivent être notifiés au maître d'ouvrage. A défaut, ce changement ou cette désignation, ainsi que les actes et décisions émanant de ces représentants, sont inopposables au maître d'ouvrage. Seul le ou les représentant(s) régulièrement désigné(s), sont habilités à représenter le titulaire dans l'exécution du présent marché.

1.4.6 Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les sous-traitants ne peuvent intervenir que sous réserve de leur acceptation préalable, et de l'agrément de leurs conditions de paiement constatés par un acte spécial signé des deux parties (formulaire CERFA DC4), conformément aux dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 et du Code de la commande publique.

Sous-traitance directe :

La désignation d'un sous-traitant en cours de marché doit intervenir conformément aux modalités prévues aux articles R-2193-1 à 22 du Décret n°2018-1075 du 03 Décembre 2018 portant partie réglementaire de la commande publique).

Le titulaire remet à cet effet au représentant du maître d'ouvrage une déclaration indiquant :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix, ainsi que le compte à créditer pour le paiement direct ;
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Le titulaire doit établir en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne

font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R-2193-22 du Décret n°2018-1075 du 03 Décembre 2018, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire doit joindre, en sus de l'acte spécial, les éléments portés aux articles R-2143-3 à 10 du Décret n°2018-1075 du 03 Décembre 2018 portant partie réglementaire de la commande publique et notamment :

- Le candidat produit à l'appui de sa candidature :
 1. La copie du ou des jugements prononcés s'il est en redressement judiciaire,
 2. Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre pas dans aucun des cas mentionnés aux articles L-2141-1 à 14 de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 Novembre 2018 portant partie législative de la commande publique,
 3. Les documents et renseignements demandés par le pouvoir adjudicataire,
- La déclaration relative à la lutte contre le travail dissimulé,
- Les attestations d'assurance couvrant l'entreprise contre les risques inhérents à son activité (civile), en cours de validité,
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

(A noter que ces pièces sont à produire tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché)

Sous-traitance indirecte : la sous-traitance indirecte n'est pas autorisée.

1.4.7 Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

Conformément aux dispositions du Code du travail, le maître d'ouvrage a désigné un coordonnateur pour la sécurité et la protection de la santé des travailleurs. La mission est scindée en deux phases distinctes : phase études et conception, et phase « travaux ».

Cette mission est confiée au coordonnateur SPS suivant :

APAVE Agence de Valbonne

Buropolis

1240 Route des Dolines

06560 VALBONNE SOPHIA ANTIPOLIS

1.4.8 Contrôle technique

Les travaux de la présente opération sont soumis au contrôle technique dans les conditions prévues par le titre II de la loi du 4 janvier 1978, relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction. Les missions confiées par le Maître de l'Ouvrage au contrôleur technique sont conformes au décret n°99-443 du 28 mai 1999 et sont relatives à :

Au titre de la mission de base réglementaire de contrôle technique :

- **Mission L** : portant sur la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables, y compris parasismique.
Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission L, sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes techniques à caractère réglementaire ou normatif, sont susceptibles de compromettre la solidité de la construction achevée ou celle des ouvrages et éléments d'équipement indissociables qui la constituent.
La mission L porte sur les ouvrages et éléments d'équipement suivants :
 - les ouvrages de réseaux divers et de voirie (à l'exclusion des couches d'usure des chaussées et des voies piétonnières) dont la destination est la desserte privative de la construction ;
 - les ouvrages de fondation ;

- les ouvrages d'ossature ;
- les ouvrages de clos et de couvert ;
- pour les bâtiments, les éléments d'équipement indissociablement liés aux ouvrages énumérés ci-dessus.

- **Mission S** : portant sur les conditions de sécurité des personnes dans les constructions, telles que définies par l'article 7 du CCTG Contrôle Technique et complétées par les dispositions ci-après.
Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission S, sont ceux qui, générateurs d'accidents corporels, découlent de défauts dans l'application des dispositions réglementaires relatives à la sécurité des personnes dans les constructions achevées. La mission ne s'étend pas à la sécurité des personnes pendant toute la durée des travaux.
La mission S porte sur les ouvrages et éléments d'équipement faisant partie des marchés de la construction communiqués au Contrôleur technique et visés au point de vue de la sécurité des personnes par la réglementation technique applicable à la construction du fait de sa destination, telle que définie au permis de construire.

Relèvent ainsi de la mission du contrôleur technique :

- les dispositions relatives à la protection contre les risques d'incendie et de panique : comportement au feu des matériaux et éléments de construction, isolement, desserte, cloisonnement et dégagements, moyens de secours, dispositifs d'alarme et d'alerte, équipements de désenfumage naturel ;
- les installations électriques (courants forts) ;
- les installations de chauffage, ventilation, conditionnement d'air, réfrigération et équipements de désenfumage mécanique ;
- les installations de gaz combustibles et d'hydrocarbures liquéfiés ;
- les conduits de fumée ;
- les ascenseurs, monte-charge, escaliers mécaniques, trottoirs roulants ;
- les nacelles suspendues d'entretien des façades ;
- les portes automatiques ;
- les appareils et installations sous pression de vapeur ou de gaz ;
- les installations de fluides médicaux ;
- les dispositions de construction concernant la protection contre les rayonnements ionisants ;
- les garde-corps et fenêtres basses.

Notons ici qu'il s'agit d'une mission SEI, car le bâtiment à édifier est un ERP.

Au titre des missions complémentaires réglementaires de contrôle technique :

- **Mission PS** : sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme
- **Mission P1** : relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés,
- **Mission LE** : relative à la solidité des existants (Prise en compte des travaux à proximité et raccordement sur un bâtiment existant)
- **Mission Av** : relative à la stabilité des ouvrages avoisinants (Prise en compte des travaux à proximité et raccordement sur un bâtiment existant)
- **Mission Pha** : isolation acoustique pour les bâtiments autres qu'à usage d'habitation (Mission Pha de vérification de la conformité à la réglementation ; notamment : constitution des cloisons, isolement des façades, isolement entre locaux, temps de réverbérations, isolement aux bruits aériens (incidence sur les épaisseurs de planchers) y compris attestation
- **Mission Th** : isolation thermique et économies d'énergie, compris Attestation de prise en compte de la réglementation actuelle, en conformité avec la RT 2012 (Mission de Th vérification Thermique pendant la phase de conception et notamment la conformité de la note RT2012 annexée au permis de Construire = hypothèses de la note de calcul / traitement de ponts thermiques) y compris attestation
- **Mission Hand** : accessibilité des constructions pour les personnes handicapées, compris Attestation accessibilité handicapés à l'achèvement des travaux (suivant articles L – 111-7-4, R.111-19-19, R.111-19-20, R.111-19-21 et R.111-19-22 du Code de la Construction et de l'Habitation) y compris attestation

de conformité à la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des chances, la participation et la citoyenneté des personnes.

- **Mission EL – VC / IN** : Conformité initiale des installations électriques (compris fourniture du rapport VIE)
- **Mission HYSa** : relative à l'hygiène et à la santé dans les constructions autres que d'habitation
- **Mission Pv** : Procès-verbal de recollement attestations d'essais de fonctionnement de l'Agence qualité construction (AQC) des entreprises.
- **Mission F** : Fonctionnement des installations
- **Mission RVRAT** : rapport de vérifications réglementaires après travaux
- **Mission BRD** : relative au transport des brancards dans les constructions

Le contenu de chaque mission est celui prévu par l'annexe A du CCTG Contrôle Technique.

Le Contrôleur Technique sera rémunéré directement par le Maître de l'Ouvrage. Il sera assuré par :

APAVE Agence de Valbonne

Buropolis
1240 Route des Dolines
06560 VALBONNE SOPHIA ANTIPOLIS

1.4.9 Ordonnancement, pilotage et coordination de chantier

Le pilotage a pour objet de mettre en application, au stade des travaux et jusqu'à la levée des réserves dans les délais impartis du marché de travaux, les diverses mesures d'organisation élaborées dans le cadre de l'ordonnancement et la coordination.

Cette mission OPC est assurée par :

INGEROP Conseil & Ingénierie

Marina Airport – Bâtiment C
866 RD 6007 – BP 113
06271 VILLENEUVE-LOUBET CEDEX

1.5 Procédure de consultation et délai de notification

La présente consultation est lancée selon une **procédure d'appel d'offres ouvert**, soumis aux dispositions des articles L-2124-1 et L2124-2 de l'ordonnance 2018-1074 du 26 Novembre 2018 (partie législative de la CP) et selon les articles R-2124-1, R-2124-2, R-2161-1 à 5 du Décret n° 2018-1075 du 3 Décembre 2018 portant partie réglementaire de la Commande publique)

S'agissant d'un appel d'offres ouvert, aucune négociation n'est autorisée.

La notification du marché par le pouvoir adjudicateur sera faite à l'entreprise dans les délais suivants : **Cent vingt (120) jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.**

2 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le marché est constitué de pièces générales et de pièces particulières. Les pièces générales, bien que non jointes au DCE, sont réputées être connues des candidats assureurs.

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissant :

2.1 Pièces particulières

L'acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seule foi,

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire

original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seule foi en cas de litige,

Le Cahier des Clauses Particulières (CCP) valant Cahier des Charges Assurances et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seule foi, assorti des documents ci-après :

- ✓ Le dossier de consultation des entreprises avec notamment :
 - le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) propre à chaque lot de travaux + DPGF
 - les documents annexes
 - les pièces graphiques architecte et techniques
 - le calendrier prévisionnel des travaux
- ✓ Le rapport initial du contrôleur technique (RICT)
- ✓ Les études géotechniques (G2 PRO)
- ✓ L'arrêté du permis de construire
- ✓ Le plan général de coordination
- ✓ Le diagnostic amiante avant travaux
- ✓ Les marchés du maître d'œuvre, du CSPS, du contrôleur technique et de l'AMO (remis ultérieurement)
- ✓ Et tous documents constitutifs du marché.

Les éventuelles conditions particulières, puis générales de la compagnie,

2.2 Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement de l'offre.

Par ordre décroissant de priorité :

- Le Code des Assurances,
- Le Code de la Construction et de l'Habitation,
- L'ordonnance n° 2018-1074 du 26 Novembre 2018 (partie législative de la Commande Publique)
- Le Décret n° 2018-1075 du 3 Décembre 2018 portant partie réglementaire de la Commande Publique
- L'arrêté du 30/03/21 du CCAG Fournitures courantes et services
- L'ensemble des textes législatifs et réglementaires qui s'appliquent au présent marché.

2.3 Clause de préférence

Les pièces constituant le Dossier de Consultation des Assurances (et notamment le CCAP et le CCP) s'interpréteront toujours en faveur des Assurés, quelles que soient les clauses ou conditions contraires ou moins favorables aux Assurés qui pourraient figurer aux autres documents rédigés par l'Assureur, sauf les exclusions et les éventuelles réserves de l'assureur précisées de manière exhaustive en annexe de l'acte d'engagement.

L'Assureur dresse également une liste exhaustive des documents joints à son offre et qu'il aura rédigés. Cette liste est référencée en annexe de l'acte d'engagement

3 PRIX ET MODE DE REGLEMENT DES COMPTES

3.1 Taxes d'assurances

Tous les montants figurant dans l'acte d'engagement sont exprimés en distinguant le montant HT de la (des) prime(s) et le montant des taxes d'assurances applicables selon la réglementation en vigueur.

3.2 Modalités de paiement des primes et des avenants

La prime d'assurance prévisionnelle sera réglée comme suit :

LOT 1 : ASSURANCE DOMMAGES OUVRAGE

- Paiement de 60% de la prime, à la date d'établissement de la police.
- Paiement du solde (40%), six mois avant la réception prévisionnelle (de la dernière phase de travaux)
- Paiement de 100% de l'avenant éventuel établi suivant les conditions de l'article 3.5.3 du présent CCAP, à la date de notification de l'avenant

LOT 1 : CCRD

- Paiement de 100% de la prime à l'émission du contrat
- Paiement de 100% de l'avenant de prolongation établi suivant les conditions de l'article 4.2.2 du présent CCAP, à la date de notification de l'avenant

LOT 2 : ASSURANCE TOUS RISQUES CHANTIER

- Paiement de 100% de la prime à l'émission du contrat
- Paiement de 100% de l'avenant de prolongation établi suivant les conditions de l'article 4.2.2 du présent CCAP, à la date de notification de l'avenant

PSE 1 : RESPONSABILITE CIVILE DU MAITRE D'OUVRAGE

- Paiement de 100% de la prime à l'émission du contrat
- Paiement de 100% de l'avenant de prolongation établi suivant les conditions de l'article 4.2.3 du présent CCAP, à la date de notification de l'avenant

PSE 2 : GARANTIE MAINTENANCE VISITE

- Paiement de 100% de la prime à l'émission du contrat
- Paiement de 100% de l'avenant de prolongation établi suivant les conditions de l'article 4.2.3 du présent CCAP, à la date de notification de l'avenant

3.3 Délais de paiements des acomptes et du solde

Les paiements se feront dans le respect des délais imposés par l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 Novembre 2018 et son décret d'application n° 2018-1075 du 3 Décembre 2018.

Ainsi, les délais maximums de paiement des acomptes et du solde sont fixés à 50 jours, à compter de la réception de l'appel de prime par le maître d'ouvrage.

En cas d'application d'intérêts moratoires du fait du non-respect du délai de règlement, le taux à prendre en compte est celui prévu au décret n° 2013-269 du 29 Mars 2013.

3.4 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants.

3.5 Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des assurances sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

3.5.1 Mois d'établissement des prix du marché

Les tarifications du présent marché (primes d'assurances) sont réputées établies sur la base des conditions économiques du mois précédant celui de la date limite de remise de l'offre, mois appelé « mois 0 » et rappelé en page 3 de l'Acte d'Engagement.

3.5.2 Prix fermes

Les primes d'assurances telles qu'elles figurent dans l'Acte d'Engagement, sont calculées suivant les dispositions des CCAP et CCP valant Cahier des charges Assurances.

Le taux de prime et les prix sont fermes et définitifs.

3.5.3 Modalités de variations des prix

Les assiettes permettant le calcul de primes (et correspondant aux montants des travaux et honoraires en € TTC) sont définies dans le CCP ou cahier des charges Assurances.

Le montant des primes d'assurances porté à l'acte d'engagement résulte de l'application d'un taux à une assiette € TTC. Comme indiqué au 3.5.2 du présent document, ce montant est ferme et définitif pour autant que le risque initial et le montant des travaux et honoraires ne sont pas sensiblement modifiés.

Lors de la mise au point des marchés, l'assiette de prime pourra être adaptée à la réalité des travaux susceptibles d'être couverts au titre des assurances dommages ouvrage.

La prime et le taux ne pourront subir de variations que dans les seuls cas limitatifs ci-après :

1. Modification du montant des assiettes des primes :
Si l'assiette définitive de calcul des primes telle qu'elle résulte des montants définitifs des travaux et des honoraires est différente du montant prévisionnel correspondant, le montant de la prime de révision sera calculé en plus ou en moins sur l'assiette différentielle par application du taux figurant à l'acte d'engagement.
Attention, mais si le montant de l'assiette définitive de calcul des primes n'évolue pas de plus de 10 % par rapport au montant prévisionnel validé au moment de la mise au point du marché ; il ne sera pas considéré que cette évolution apporte une aggravation du risque en soi et sera acceptée par l'assureur ; aucune revalorisation du contrat d'assurance ne sera alors acceptée.
Au-delà d'une évolution de 10 % du montant de l'assiette de prime, la prime pourra donc être revue par l'assureur.
2. Modification des taux :
Si le projet subit des modifications techniques substantielles constituant une aggravation du risque initial, le taux de prime initial de l'assurance dommage-ouvrage ou sa prime forfaitaire pourront être modifiés par un avenant au marché d'assurance.

3.6 Avance

Le paiement fractionné d'une prime dans les conditions de l'article L 113-3 du Code des Assurances ne constitue pas une avance au sens des dispositions réglementaires en vigueur.

Toutefois, compte tenu du caractère particulier des prestations d'assurances, il est expressément convenu que l'Assureur renonce au versement de l'avance fixée par la réglementation en vigueur et notamment celle découlant des dispositions des articles R-2191-3 à 10 du Décret n° 2018-1075 du 3 Décembre 2018 portant partie réglementaire de la Commande Publique, lorsque ce dernier est applicable au marché de prestations de services d'assurances visées par le présent CCAP.

Cette renonciation est rappelée de façon expresse dans l'acte d'engagement.

3.7 Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

4 DÉLAI(S) D'EXECUTION

4.1 Délai d'exécution des travaux et des assurances

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

4.2 Prolongation de(s) délai(s) d'exécution

4.2.1 Prolongation du délai de l'assurance dommages ouvrage

Sans objet.

4.2.2 Prolongation du délai de l'assurance TRC

En cas de dépassement du planning prévisionnel précisé à l'article 4.1 de l'Acte d'Engagement, les trois premiers mois de prolongation sont compris dans le prix.

La prime de prolongation pour le quatrième mois est accordée au prorata temporis.

Au-delà du quatrième mois, la prolongation est fonction de l'accord des parties.

Tout arrêt de chantier de plus de 30 jours (hors congés payés et intempéries), ainsi que toute aggravation du risque par rapport au dossier de souscription connu de l'assureur, doivent faire l'objet d'une déclaration à l'assureur et d'un avenant d'extension de garantie.

Cet avenant pourra être assorti d'une surprime, en fonction de l'accord des parties.

4.2.3 Prolongation du délai de l'assurance RCMO (PSE 1 du Lot 2)

En cas de dépassement du planning prévisionnel précisé à l'article 4.1 de l'Acte d'Engagement, les trois premiers mois de prolongation sont compris dans le prix.

La prime de prolongation pour le quatrième mois est accordée au prorata temporis.

Au-delà du quatrième mois, la prolongation est fonction de l'accord des parties.

Tout arrêt de chantier de plus de 30 jours (hors congés payés et intempéries), ainsi que toute aggravation du risque par rapport au dossier de souscription connu de l'assureur, doivent faire l'objet d'une déclaration à l'assureur et d'un avenant d'extension de garantie.

Cet avenant pourra être assorti d'une surprime, en fonction de l'accord des parties.

5 RENONCIATION DE L'ASSUREUR

5.1 Renonciation à recours

L'assureur est subrogé, dans les termes de l'article L 121-12 du Code des assurances, jusqu'à concurrence de l'indemnité payée par lui (sous déduction du montant de la franchise qui revient toujours prioritairement aux assurés), dans les droits et actions de l'assuré contre tout responsable du sinistre.

L'assureur renonce cependant et définitivement à tous recours qu'il serait fondé à exercer contre les assurés pris ensemble ou individuellement et contre leurs personnels ainsi que contre leurs assureurs respectifs.

Cette clause de renonciation à recours ne s'applique évidemment pas à l'assurance dommages ouvrage (Lot 1).

Il est aussi convenu que le titulaire du présent marché renonce à tout recours contre les assureurs des parties réceptionnées.

5.2 Renonciation à la règle proportionnelle

Dans le cadre de la présente consultation, il est rappelé que le candidat a pu prendre complètement connaissance de la matérialité des différents risques, par lecture des pièces du DCA ou en posant des questions complémentaires lors de la période de remise des offres pour lever toute ambiguïté. Le candidat reconnaît donc avoir pu calculer sa tarification avec exactitude et en parfaite connaissance des risques à assurer.

Aussi, le candidat renonce expressément et définitivement à l'application d'une quelconque règle proportionnelle de prime et / ou de capitaux.

Toutefois, et en cas d'aggravation de risque avérée, il sera fait application des dispositions de l'article L 113-4 du Code des assurances en conformité avec les dispositions du troisième alinéa de l'article L.113-2 du Code des assurances.

Pour justifier d'une aggravation éventuelle de risque, seules des circonstances nouvelles par rapport aux informations contenues dans le DCA (et donc connues du candidat) pourront être invoquées, rendant de ce fait inexacts ou caduques les déclarations faites à l'assureur lors de la passation du marché.

6 RESILIATION

Outre les cas de résiliation prévus réglementairement, la résiliation du marché pourra être prononcée :

1/ De plein droit :

- En cas d'inexactitude des renseignements fournis au regard des articles L-2141-1 à 14 de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 Novembre 2018 portant partie législative de la commande publique, et ce, conformément aux articles L-2195-1 à 6 de cette même ordonnance, ou suite au refus de produire les pièces prévues aux articles R. 324-4 ou R. 324-7 du code du travail. Dans ces cas, la résiliation sera prononcée aux torts du titulaire et à ses frais et risques. Il pourra être fait application du Code des Assurances

2/ Par le souscripteur :

- En cas d'abandon définitif du projet par le maître d'ouvrage quel qu'en soit le motif.
- Conformément aux dispositions du Code des assurances.

3/ Par l'assureur :

- Conformément aux dispositions du Code des assurances (L 113-3, L 113-4, L 113-9)
Sauf stricte application du L113-4, l'assureur renonce donc à prononcer la suspension ou la résiliation de l'une ou l'autre des garanties prévues dans le cadre d'un des lots, ainsi que du marché complet qui lui aurait été confié.

Par dérogation à l'article R 113-10 du Code des Assurances, l'assureur renonce à invoquer la survenance de tout sinistre pour exercer de ce seul fait, son droit de résiliation.

7 DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

La loi française est seule applicable au présent marché. En cas de litige, les tribunaux du lieu d'exécution de la prestation sont seuls compétents.

Tout rapport, toute documentation, et toute correspondance, relatifs au présent marché doivent être rédigés en langue française.

Enfin, la monnaie de compte du marché est l'euro.

8 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Article du CCAP	Article auquel il est dérogé
Article 6	Article R 113-10 du Code des Assurances